



Syndicat  
Solidaires



## **Neuf enseignantes harcelées dans un collège d'Épinay-sur-Seine (93)**

*Communiqué de presse des organisations syndicales CGT Éduc'action, Se-UNSA, Sgen-CFDT, Snes-FSU et Sud Éducation de la Seine-Saint-Denis.*

Neuf collègues femmes, enseignantes au collège Robespierre à Épinay-sur-Seine, ont dénoncé, au mois d'avril, des faits de harcèlement sexiste et sexuel de la part d'un de leurs collègues à leur chef d'établissement. Elles ont depuis dû subir un véritable parcours de la combattante pour se faire entendre et restent aujourd'hui sans solution. En effet, à plusieurs reprises, elles ont fait l'objet de remarques culpabilisantes et inappropriées de leur hiérarchie et ce n'est qu'au mois de juin qu'elles ont obtenu la protection fonctionnelle du rectorat.

Une commission paritaire a ensuite été convoquée par le rectorat le 12 septembre 2019, afin de statuer sur la mutation dans l'intérêt du service du collègue mis en cause.

A ce jour, plus de 6 mois après que les faits ont été signalés :

- le Recteur, contrairement à ses engagements, n'a toujours pas communiqué sa décision quant à cette mutation dans l'intérêt du service qui, nous le rappelons, n'est pas une sanction ;
- les collègues ayant pourtant obtenu la protection fonctionnelle continuent à croiser tous les jours, sur leur lieu de travail, le collègue dont elles devraient être protégées ;
- les délais de réponse de l'institution ne sont plus raisonnables et participent à la détérioration du climat scolaire au sein du collège, mettant ainsi en péril l'intérêt du service : l'ambiance en salle des professeurs est fortement impactée ;
- nous sommes toujours sans réponse à notre demande d'audience intersyndicale auprès du recteur déposée il y a plus d'un mois.

Nous nous inquiétons de l'absence de mesures prises actuellement pour assurer la santé physique et mentale des plaignantes et leur protection effective au sein de leur établissement.

Dans un contexte où le gouvernement se targue de mettre au 1er plan la lutte contre les violences faites aux femmes, nous nous interrogeons sur les positions du Rectorat, qui, dans ce cas, n'assume pas son obligation de protection des personnels.

*Contacts Presse :*

- Pour le Snes-FSU 93 : 06.22.88.45.01
- Pour Sud Éducation 93 : 06.88.66.47.23